Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Anciens-et-nouveaux-collabos-de-France-Ils-sont-une-offense-a-notre-pays-Ils-le-deshonorent>

Anciens et nouveaux « collabos » de France. Ils sont une offense à notre pays. Ils le déshonorent.

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -
Date de mise en ligne : dimanche 27 septembre 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Des dizaines de milliers de descendants de Républicains espagnols, fils, filles, petits-fils (filles) du premier exode massif du 20 siècle, vivent avec douleur l'attitude de « la France officielle », macronisée, dans la « crise des migrants »... que nous sommes tous.

Cette France des classes dominantes, prêtes à tout, et d'abord aux « réponses sécuritaires », pour conserver pouvoir, privilèges, hégémonie, est celle des féodaux, des Versaillais, des émigrés de Coblenz, de la Cagoule, des Maîtres des Forges, des « Croix de Feu », des anti-Dreyfusards, de la « milice », des pétainistes, celle qui depuis le début des années 1930, fascinée par le « modèle allemand », prépara la fascisation de la démocratie et la liquidation de la République, cette « gueuse ».

Tout fut volontaire, organisé, délibéré... Le vernis démocratique vite jeté aux orties par intérêt de classe.

Lorsque nos parents, ces premiers antifascistes, vaincus, abandonnés par toutes les « démocraties », arrivèrent par milliers à la frontière catalane, la France officielle ne fut pas dépassée. Elle savait que la Catalogne tombée, la « Retirada » provoquerait un exode très nombreux. Face au drame annoncé, Elle, qui par la « non intervention » préféra Franco au « Frente-crapular », promut le « chaos », la xénophobie, parlant y compris « d'invasion »... au lieu de simple humanité. Les mêmes, toujours les mêmes !

La France des « élites » avait depuis longtemps, par « anti-bolchévisme », choisi la défaite, donc son camp : celui de Franco. Voilà pourquoi elle humilia nos parents et en parqua 275 000, sur près de 500 000, dans des camps dits à l'époque « de concentration », entourés de barbelés et surveillés par d'arrogants gendarmes et des forces militaires « coloniales » fanatisées. Ces camps : Argelès, Barcarès, Gurs, Collioure, le Vernet, Setfonds, Saint-Cyprien, Rieucros... Aujourd'hui, nous les « héritiers », portons encore en nous cette blessure originelle, et ce traumatisme fondateur.

Le gouvernement Daladier, « de gauche », « queue du Front populaire », à majorité radical-socialiste, investi le 10 avril 1938, menait à la fois une guerre anti-ouvrière (« Plan de redressement économique et financier », « assouplissement de la loi des 40 heures », tiens, tiens !), une répression ciblée, contre les communistes, et criminalisait les « étrangers », surtout « les mauvais étrangers », les « rouges ». Valls n'a rien inventé...

Dès le 12 avril 1938, (puis en novembre) des décrets répriment les « propagandes étrangères » et engagent la chasse à tous les « mauvais étrangers », aux « indésirables »... Plus tard, les décrets-lois des 12 et 19 avril 1939, renforcent cette traque aux « indésirables » : les antifascistes de la MOI, les militants de diverses nationalités réfugiés en France, traités comme des chiens, et qui seront les premiers à prendre les armes (en France, cette France qui foula aux pieds leur dignité), pour continuer un combat antifasciste sans frontière, porteurs d'une « patrie d'idéal ». Ces « envahisseurs » furent, par internationalisme, par antifascisme, plus « patriotes » que beaucoup de Français « de souche » !

Par haine de classe, le 12 novembre 1938, fut adopté un décret sur « l'internement des étrangers indésirables » dans des « centres (bien) spéciaux » (déjà !). La première réaction de cette France des « élites », de la « synarchie », des collabos, et de quelques brebis « de gauche » faussement égarées, fut de renvoyer ces « rouges dangereux » en Espagne, donc à la mort. A la fin 1939, les deux-tiers des réfugiés des « camps de la honte », avaient, le plus souvent sous la contrainte, repris le chemin du retour. Les autres furent contraints au travail forcé, dans des « Groupes de travailleurs étrangers » (GTE) militarisés, surveillés par les services français, les franquistes et les agents nazis.

Anciens et nouveaux « collabos » de France. Ils sont une offense à notre pays. Ils le déshonorent.

La France versaillaise, fébrilement « germanophile », nomma ambassadeur en Espagne franquiste (choix ô combien symbolique), un certain Philippe Pétain. Choix délibéré. La France reconnut le gouvernement putschiste de Burgos avant même la fin officielle de la Guerre (premier avril 1939). Un inédit dans les relations internationales ! Par les « accords Bérard-Jordana » (27 février 1939) , un « deuxième Munich », la France de « la bonne société » une nouvelle fois capitula délibérément, devança même la demande, et s'engagea à livrer à Franco les 50 tonnes d'or que les autorités espagnoles avaient déposé en 1931 à Mont-de-Marsan (annexe de la Banque de France), et qu'elle avait refusé aux gouvernements républicains (au nom de la « non intervention » !) lorsqu'ils en firent la demande. Ah, la farce de cette si interventionniste « non intervention » !!

Pétain ambassadeur allait « s'occuper » de ces antifascistes étrangers gênants, « subversifs », et travailler à ce que des milliers soient refoulés et livrés de force à l'ami, l'allié, Franco. Pétain alla jusqu'à vanter le régime franquiste. Début août 1939, il adressa un message officiel au « caudillo » « par la grâce de Dieu » et d'Hitler, louant l'architecture d'une Espagne « pacifiée et pacifique, une, grande, libre » (Voir le lumineux « De Munich à Vichy », de Annie Lacroix-Riz, éditions Armand Colin, p. 121).

La « grande presse » française se déchaînait contre ces « hordes d'envahisseurs » espagnols. Le 9 février, la semaine même où des milliers de combattants de la liberté, de femmes, d'enfants, épuisés, affamés, bombardés en permanence, arrivaient à la frontière de ce qu'ils croyaient « le pays des droits de l'homme », l'éditorialiste du « Patriote des Pyrénées », quotidien à grand tirage, écrivait : « En un siècle où ne règne que la force, où la moindre faiblesse se paie par le sang, il est déjà bien que nous n'ayons pas refoulé la « horde wisigothique ». Pagès dénonçait « le danger de contagion morale et physique, sans compter les femmes, plus indésirables que leurs compagnons, qui vont rôder dans tout le sud-ouest ». La France vit les événements d'Espagne par procuration. La guerre idéologique fait rage. L'opinion publique, chauffée à blanc, est majoritairement hostile à « l'invasion », avale la xénophobie officielle et l'austérité pour les « classes dangereuses ». Seules la CGT, beaucoup de mairies de gauche, le parti communiste, des militants d'autres partis de gauche, le Secours Rouge, des associations et organisations humanitaires, le Comité international pour l'aide à l'Espagne républicaine, des intellectuels comme Paul Langevin, le libertaire comité « Solidarité internationale antifasciste », etc. sauvent l'honneur de la France en organisant, par solidarité de classe, et/ou simple humanisme, un accueil solidaire.

Oui, disons-le et répétons-le, crions-le jusqu'à satiété, les mêmes, toujours les mêmes !

Jean Ortiz pour se Chroniques Latines

Les chroniques Latines de Jean Ortiz portent un regard loin des clichés sur les luttes de libération du continent sud-américains... Toujours un oeil vif sur l'Espagne et les enjeux sous-jacents du quotidien...

[Chroniques Latines](#). L'humanité, Paris, le 26 Septembre 2015

Post-scriptum :

***Jean Ortiz** est un historien, journaliste, syndicaliste, maître de Conférences à l'Université de Pau, et homme politique français. Il a créé et anime depuis 1992, à Pau, le festival latinoaméricain « CulturAmérica ».